



## **Gel de la valeur du point d'indice : Pour la fonction publique et ses agents, il faut d'autres réponses**

Des responsables des organisations syndicales CFDT, CFTC, CGT, FA-FP, FSU, Solidaires et UNSA de la Fonction publique dénoncent le gel de la valeur du point d'indice et demandent au gouvernement de prendre des mesures d'urgence « *dans l'intérêt du service public et dans celui des personnels qui le rendent* »

.

— *Tribune du 2 juillet 2014*

*Depuis maintenant quatre années, les organisations syndicales CFDT, CFTC, CGT, FAFP, FSU, Solidaires et UNSA de la Fonction publique dénoncent le gel de la valeur du point d'indice. Mais le premier ministre s'obstine à confirmer la politique d'austérité salariale pour les agents de la Fonction publique en envisageant de maintenir ce gel jusqu'en 2017.*

*En matière d'emploi, les orientations prises ne permettent ni de faire face à la précarité qui perdure (près d'un million d'agents sont des agents contractuels) ni de résorber les sous-effectifs qui existent et s'aggravent dans de nombreux secteurs.*

*La Fonction publique et tous les personnels qui y travaillent jouent un rôle essentiel pour l'égal accès aux droits de toutes et tous et pour la réponse aux besoins de l'ensemble de la population. Mais c'est également vrai pour l'activité économique pour laquelle les missions de service public sont un atout incontournable.*

*La poursuite du gel de la valeur du point est inacceptable car elle accentue encore la perte du pouvoir d'achat que subissent les personnels de la Fonction publique et qui est aujourd'hui unanimement reconnue.*

*Ces pertes de pouvoir d'achat, par leur impact négatif sur la consommation de millions d'agents, ne sont pas non plus sans effet sur la relance de la croissance.*

*Les restrictions budgétaires, les baisses d'effectifs et la précarité qui pèsent directement sur les conditions de travail, le manque d'attractivité lié notamment à l'absence de revalorisation salariale sont autant d'éléments de nature à altérer la qualité du service public rendu aux citoyens.*

*Suite à la journée d'action unitaire du 15 mai dernier, le gouvernement a dû reconnaître la réalité du problème salarial dans la Fonction publique. Mais, à notre grand regret, sa réponse*

*très partielle sur le pouvoir d'achat n'est pas la mesure générale attendue et indispensable et n'apporte aucun élément nouveau sur l'emploi.*

*C'est pourquoi nos organisations exigent des emplois statutaires de qualité pour répondre à l'ensemble des missions et des garanties accrues pour les agents contractuels ;*

*Elles continuent d'exiger la tenue d'un rendez-vous salarial qui mette fin au gel du point d'indice et débouche sur une revalorisation immédiate de sa valeur ;*

*Elles réclament la refonte de la grille indiciaire pour une meilleure reconnaissance des compétences et des qualifications, l'intégration d'une large partie des primes dans le traitement indiciaire et des mesures fortes pour l'égalité salariale entre les femmes et les hommes.*

*Ces enjeux sont cruciaux pour les 5 millions d'agents de la Fonction publique concernés. Ils le sont aussi pour toute la population sur l'ensemble du territoire. La Fonction publique est un atout majeur dans la période pour notre société, sa cohésion et son avenir.*

*C'est ce que nous demandons au gouvernement d'entendre de toute urgence.*

*Et c'est ce pourquoi nous continuerons d'agir ensemble pour que les réponses adaptées soient apportées dans l'intérêt du service public et dans celui des personnels qui le rendent.*

*Brigitte Jumel, secrétaire générale de la CFDT Fonction publique*

*Denis Lefebvre, président de la CFTC-FAE*

*Jean-Marc Canon, secrétaire général de la CGT Fonction publique*

*Bruno Collignon, président de la FA-FP*

*Bernadette Groison, secrétaire générale de la FSU*

*Denis Turber Delof, secrétaire général de Solidaires Fonction publique*

*Guy Barbier, secrétaire général de l'UNSA Fonction publique*

*publié le 7 juillet 2014*